

THEMA

UNIVERSITÉ

Croissance incontrôlée

David Wagner

REGARDS

L'Université du Luxembourg croît, tout comme l'intérêt pour les sciences sociales. Pendant ce temps, les locaux peinent de plus en plus à accueillir tout le monde.

Aurait-on administré des hormones de croissance à l'Université du Luxembourg (UL) ? Depuis qu'elle a ouvert ses portes, il y a quatre ans, elle enregistre régulièrement des hausses au niveau des inscriptions. Cette année encore, en comparaison avec le semestre d'hiver de l'année passée, les inscriptions ont augmenté d'un bon cinquième (21,5 %) par rapport à l'année passée. De 3.341 inscriptions lors du semestre d'hiver 2006/2007, ce chiffre est passé à 4.059 pour le semestre d'hiver 2007/2008.

Pour le recteur de l'UL, Rolf Tarrach, cette croissance doit avoir un arrière-goût un peu amer. Car les sites actuels, qu'il s'agisse de Limpertsberg, de Kirchberg ou de Walferdange présentent des limites en terme de capacité d'accueil. Tarrach ne s'y trompe pas : « Nous ne pourrions pas soutenir cette croissance pendant les quatre à cinq années à venir. Il faut vraiment que le site de Belval avance le plus rapidement possible », a-t-il déclaré lors de sa conférence de presse de rentrée académique lundi dernier. Afin de pallier à court terme à ce manque de place, l'UL a acquis un bâtiment supplémentaire d'un millier de mètres carrés (« notre quatrième site », ironise Tarrach) au Kirchberg, en bordure du boulevard J.F. Kennedy.

L'exiguïté des locaux constitue aussi une manière de plus pour remettre au centre des discussions l'introduction d'un « numerus clausus », c'est-à-dire d'un nombre limité d'inscriptions possibles par branche. S'il n'est un secret pour personne que le recteur dispose d'une certaine inclination pour cette solution, il estime toutefois que l'instauration d'un numerus clausus pour des raisons « spatiales » serait la pire des solutions. Si sélection il doit y avoir, il préfère qu'elle soit motivée par des critères de « qualité » des étudiants, voire par le manque de débouchés de certaines filières. Toutefois, Tarrach convient que l'instauration d'un numerus clausus est « délicate » à cause de la nature majoritairement publique du financement de l'UL et qu'après tout « certains partis estiment que tout le monde doit pouvoir avoir accès à l'université ». Une chose est sûre : l'idée n'est pas près de disparaître de sitôt.

« De toute manière, je préfère faire la sélection ici », estime le recteur. En clair : si d'un côté l'UL atteint ses limites d'accueil, d'autres universités aux alentours souffriraient du problème inverse. Tarrach n'aura pas mis longtemps pour assimiler une démarche très luxembourgeoise : prendre en premier les meilleures parts du gâteau et se décharger des morceaux moins alléchants sur les voisins. Parce que nous le valons bien.

Paradoxalement, la démocratisation des études supérieures si décriée

